03|
2026

Analyse de Yasmine el Oujani

# Transition écologique

## reconfigurer un travail porteur de sens

Smart | APMC

**À mesure que la crise écologique s'intensifie, une autre crise, plus silencieuse, traverse le monde du travail : celle du sens. Face à ces tensions, de nouveaux métiers émergent, portés par des valeurs socio-écologiques et une volonté d'agir concrètement pour faire émerger du sens commun autour des enjeux de transition. Mais l'émergence de ces métiers dits « utiles » traduit-elle une transformation profonde du monde du travail, ou participe-t-elle à une recomposition sous une forme de contrainte émancipatrice ?**

Architectes, artisan·es, éleveur·ses, agriculteur·rices, recycleur·ses, herboristes, animateur·rices d'ateliers climat, maraîcher·ères urbain·es, guides nature, consultant·es en économie circulaire, etc. : les métiers liés à la transition écologique sont vastes et ne forment pas encore un secteur clairement identifié ou homogène.
Ils se déploient dans une multitude de domaines : agriculture urbaine, alimentation durable, aménagement du territoire, économie circulaire, etc. Sans toujours être reconnus comme relevant d'un **même champ socio-professionnel de la transition écologique**, ces nouveaux métiers restent souvent associés à un secteur environnemental informel.

Le secteur de l'environnement formel reste quant à lui principalement centré sur la gestion de l'eau et des déchets. Pourtant, ces nouvelles pratiques de création et de production non carbonées pourraient s'inscrire dans un périmètre plus large, incluant des normes socio-environnementales situées à l'articulation des réponses politiques, des engagements socio-écologiques et des dynamiques économiques.

Il y a également une distinction à faire entre l'économie capitaliste basée sur l'augmentation du capital et du taux de profit, désengagée des enjeux climatiques et renforçant les inégalités sociales, et l'économie sociale et solidaire basée sur des valeurs intrinsèques, de justice sociale et de transition juste. Ses engagements participent à imaginer un monde nouveau où **la sobriété a déjà commencé**.
Ce mouvement nécessite d'être davantage soutenu par les pouvoirs publics afin de renforcer une réelle démocratie participative à travers le travail, l'économie et la production.

Le *greenwashing*[1] est en revanche un phénomène qui pousse à écologiser en surface une économie capitaliste profondément polluante, sans une réelle éthique de partage socio-climatique.

1 Le *greenwashing* (ou « écoblanchiment » en français) est une pratique trompeuse consistant à verdir l'image d'une organisation incarnant une responsabilité écologique trompeuse, notamment en matière de marketing et de communication plutôt qu'en actions réelles en faveur de l'environnement.

Considéré à juste titre comme de la récupération, il parasite le développement d'une véritable économie socio-écologique qui cherche à se construire durablement.

Au-delà du greenwashing, il existe plusieurs obstacles qui ralentissent la construction d'une économie sociale et solidaire pérenne, qui seront exposés ci-après. Il y a également toute **une adaptation du rapport au travail, à la production et au vivant** qui est en jeu lorsqu'il s'agit de repenser et structurer cette économie socio-écologique pour la rendre plus accessible[2].

Dès lors, plusieurs questions s'imposent : Comment ces métiers environnementaux redéfinissent-ils le rapport au travail, entre quête de sens, contraintes socio-économiques et dynamiques collectives ? Comment soutenir les trajectoires personnelles et professionnelles des personnes souhaitant intégrer cette économie sociale et solidaire ? Quel est l'intérêt de visibiliser ces métiers ? Quel est le rôle de la recherche dans la réflexion sur ces derniers ? Il s'agira par la suite d'esquisser des réponses à ces questionnements.

## Travailler autrement : entre quête de sens et nouvelles tensions

Pour beaucoup, s'engager dans ces métiers relève d'un refus des formes dominantes et capitalistes du travail, jugées déconnectées des enjeux écologiques ou vides de sens.

On retrouve ici ce que la sociologue Dominique Méda[3] décrit comme une remise en cause de la centralité du travail productiviste.

Cette critique s'inscrit dans une remise en question plus large des indicateurs classiques de richesse, comme le PIB, longtemps considéré comme le principal horizon des politiques économiques. Elle souligne les **limites d'un modèle fondé sur la croissance continue**, incapable de prendre pleinement en compte les dégradations environnementales, les externalités sociales ou encore les activités essentielles au maintien de la vie.

Elle rappelle également que l'augmentation de la production et de la consommation ne conduit pas nécessairement à davantage de bien-être ou de bonheur collectif. Dans cette perspective, les métiers de la création, du soin, de la transmission ou de la coopération occupent une place particulière, dans la mesure où ils produisent des formes de richesse non réduites à une logique marchande ou quantitative, mais bien liées à la qualité des relations sociales, à la transmission des savoirs, au soin du vivant et à la capacité de faire société autrement.

Pour nombre d'acteur·rices de la transition, le **travail devient ainsi un espace d'engagement concret**, où les pratiques quotidiennes participent à transformer les modes de production, de consommation et de coopération.

2 Comme le souligne la philosophe Corinne Peluchon, la transition écologique implique une transformation de nos manières d'habiter le monde — et donc, aussi, de travailler. Le travail devient alors un espace de cohérence entre convictions personnelles et activité professionnelle ; cf. Corinne PELUCHON, *Les nourritures. Philosophie du corps politique*, Seuil, 2015

3 Dominique MÉDA, *Le travail. Une valeur en voie de disparition ?*, Flammarion, 2010

Cette aspiration s'accompagne souvent d'une volonté de ralentir certains rythmes imposés, de privilégier des relations de proximité, ainsi que des formes d'organisation davantage horizontales et collectives.

Mais cette quête de sens ne protège pas des contraintes économiques – elle peut même les accentuer. Statuts précaires (auto-emploi, intermittence), revenus instables, forte implication personnelle : ces activités reposent souvent sur un engagement **intense**.

Le sociologue Jean-Baptiste Comby[4] montre d'ailleurs comment l'injonction à l'engagement écologique tend à se déplacer vers les individus, au risque de masquer les rapports de force structurels et de dépolitiser la question.

Un paradoxe apparaît alors : **plus le travail est porteur de sens**, **plus il peut devenir exigeant**, voire fragile. Cette fragilité se manifeste notamment par des revenus instables, des charges émotionnelles importantes, une difficulté à concilier engagement et viabilité économique, ainsi qu'une tendance à l'auto-investissement permanent. L'engagement ne supprime pas les tensions du travail – il les reconfigure.

Ainsi, une autre question s'impose : comment soutenir durablement ces trajectoires personnelles et professionnelles sans épuiser celles et ceux qui les portent, ni réduire leur potentiel transformateur à une simple adaptation des logiques existantes ?

## Rendre visibles ces métiers : un enjeu politique

Ces pratiques d'artisanat, de réparation, d'aménagement du territoire, de réemploi, d'éducation permanente, de coopération ou d'accompagnement aux changements des modes de vie etc., restent peu lisibles, faute de reconnaissance sectorielle. Souvent dispersées entre différents secteurs, elles peinent à être identifiées comme relevant d'un **même champ professionnel lié à l'environnement**.

Pourtant, elles reposent sur des pratiques concrètes à travers des formes d'engagement situées qui transforment et génèrent des manières de travailler, des rapports sociaux et des conditions matérielles d'existence.
Nommer, cartographier, rassembler, explorer, écouter, s'interroger, comprendre et rendre visibles ces métiers sont autant d'étapes nécessaires pour faire exister ce champ. Comme le souligne Lucie Sauvé[5], les initiatives de transition participent d'un même mouvement de transformation socio-écologique. Cette invisibilisation a des effets concrets : accès difficile aux financements, reconnaissance institutionnelle limitée, isolement des acteur·rices et perte de pouvoir.

Structurer ce champ, ce n'est pas seulement le rendre lisible – c'est lui donner les moyens d'exister durablement. Cela suppose de reconnaître qu'il renvoie aux **nouveaux métiers de la transition écologique**, qui ne se limitent pas au seul secteur environnemental traditionnel mais s'étend à un ensemble plus large d'activités économiques et sociales en lien avec les enjeux climatiques.

4 Jean-Baptiste COMBY, *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Raisons d'agir, 2015

5 Lucie SAUVÉ *et al.* (dir), *Éducation, environnement et développement durable : vers une critique écocitoyenne*, Presses de l'Université Laval (PUL), 2011

À la croisée des secteurs marchand et non-marchand, ces pratiques s'ancrent dans des formes de praxis articulant la réflexion et l'action. Elles pourraient reposer davantage sur la participation et la concertation, ce qui permettrait la reconnaissance de leurs qualifications. Prendre en compte l'utilité non-polluante de ses pratiques, celles du soin à la vie et aux personnes, c'est considérer des usages vertueux pour la planète et ses habitant·es.

Rendre visibles ces métiers, c'est aussi reconnaître leur capacité à ouvrir des imaginaires et à faire émerger d'autres manières d'habiter le monde. Au-delà de leur dimension économique ou environnementale, ces pratiques portent une puissance créative importante : elles expérimentent de nouveaux usages, réinventent des savoir-faire, transforment les rapports aux territoires et aux ressources.

La transition socio-écologique se construit souvent à partir de gestes concrets, sensibles et collectifs. En ce sens, rendre visible ce champ revient aussi à reconnaître la créativité sociale et culturelle qu'il mobilise, ainsi que son rôle dans la construction de futurs désirables, capables d'articuler justice sociale, soutenabilité écologique et qualité de vie.

## Soutenir les dynamiques existantes : entre politiques publiques et initiatives collectives

En Belgique, plusieurs mécanismes soutiennent déjà certaines dimensions de la transition socio-écologique : aides à la création d'entreprises, aides à l'économie sociale et solidaire, subsides régionaux liés à l'innovation durable, coopératives citoyennes, financements européens dédiés à la transition juste ou à la recherche scientifique. Toutefois, ces dispositifs dispersés et techniques sont difficilement accessibles pour les travailleur·ses autonomes et indépendant·es détenteur·rices de projets émergents.

Les structures intermédiaires, telles que les coopératives d'activités, tiers-lieux, fédérations professionnelles, incubateurs, réseaux associatifs ou plateformes mutualisées jouent un rôle clé dans l'accompagnement, la structuration et la reconnaissance de ces métiers. Elles permettent de mutualiser les ressources, de sécuriser les parcours et de rompre l'isolement. Elles permettent de favoriser des **dynamiques de coopération et de mise en réseau**. Dans ce contexte, des organisations comme Smart participent à l'émergence de nouveaux métiers et de formes alternatives d'organisation du travail, adaptées à ces trajectoires hybrides.

Dans cette perspective, les formes de soutien et d'accompagnement évoquées ne consistent pas uniquement à fournir des ressources économiques et/ou administratives. Elles participent à créer des conditions favorables à des pratiques professionnelles fondées sur la coopération, la transmission, la créativité et le temps long.

La réflexion sur l'artisanat trouve ainsi un écho particulièrement fort dans les travaux de Richard Sennett[6].

6 Richard SENNETT, *Ce que sait la main. La culture de l'artisanat*, Albin Michel, 2010

Ce dernier a su mettre en lumière la figure de l'artisan comme l'incarnation d'un **rapport engagé au travail**, fondé sur le souci du détail, la patience et la recherche du «travail bien fait». Cette approche entre également en résonance avec les métiers de la création, où l'expérimentation, la sensibilité et le rapport à la matière occupent une place centrale et non polluante. La virtuosité artisanale ne relève pas d'un don exceptionnel, mais d'un processus lent d'apprentissage, où l'intelligence de la main se développe en interaction constante avec la matière.

Transposée aux dynamiques collectives de la transition, cette approche invite à reconnaître la valeur de processus longs, saisonniers, situés sur des territoires donnés et souvent discrets. Le travail de création, de réparation, de transmission ou d'accompagnement propre aux métiers de la transition, échappe aux logiques d'évaluation immédiate, et cherche plutôt à soutenir des écosystèmes de pratiques où la qualité et l'élasticité du travail[7] dépendent étroitement des conditions concrètes de leur réalisation et de leur reconnaissance.

Cette élasticité, trop souvent valorisée dans des logiques économiques comme facteur de flexibilité et d'adaptation des systèmes productifs, peut être interrogée à partir de l'**homéostasie[8] des systèmes sociaux et écologiques** précités et projetés.

Dans cette perspective, les pratiques de sobriété, de décroissance de certaines productions et de réduction des émissions de gaz à effet de serre participeraient à une forme de régulation et de contrôle systémique qui viseraient à préserver les équilibres des êtres-vivants et de sa biodiversité.
Ces dynamiques supposent une véritable ergonomie des systèmes du travail, attentive aux limites humaines, matérielles et environnementales pour rendre les activités soutenables et durables, plutôt que continuellement adaptables aux exigences classiques du marché.

Mais au regard des analyses de Jean-Baptise Comby, le risque est grand de faire peser les responsabilités de la transition essentiellement sur les comportements individuels et les engagements personnels. Cette approche tend à invisibiliser les rapports de production et les fortes concentrations de capital des entreprises les plus polluantes. Ces dynamiques ne peuvent donc reposer uniquement sur les individus[9].

Longtemps laissés hors du calcul classique de la solidarité, les émissions de gaz à effet de serre, la pollution, l'épuisement des ressources, les atteintes aux écosystèmes ou encore la dégradation des conditions de vie constituent des coûts écologiques et sociaux majeurs.



7 En économie, l'«élasticité» de l'offre et de la demande est une caractéristique donnée soit à l'offre, soit à la demande, pour indiquer qu'elle est susceptible de s'accroître selon diverses circonstances, et notamment sous l'influence des mouvements de prix. (Baudhuin 1968). C'est également une aptitude à se plier, à s'adapter intellectuellement, moralement, à une situation nouvelle.

8 L'homéostasie est liée au stress au travail, représentant d'une part une discordance entre les capacités d'une personne et les exigences de sa tâche, et d'autre part les besoins de cette personne et de ceux qui peuvent être satisfaits par l'environnement de travail.

9 Comme le rappelle le philosophe Dominique Bourg, la transition écologique suppose des transformations structurelles impliquant pleinement des politiques publiques locales et internationales. Celles-ci devraient être capables d'intégrer les externalités environnementales, c'est-à-dire les coûts écologiques et sociaux produits par certaines activités économiques ; cf. Dominique BOURG, *Pour une démocratie écologique*, Seuil, 2010

Cette atteinte implique également de contraindre la redistribution du capital et des richesses produites par les secteurs les plus émetteurs, afin de soutenir durablement l'écosystème qui participe tant bien que mal à la transition socio-écologique.

Soutenir ces dynamiques revient donc à reconnaître une transformation au travers d'une recherche pour ces métiers et acteur·rices de terrain. Reste à savoir si ces pratiques constituent les prémices d'une véritable reconfiguration du travail, de l'emploi, de la formation et du modèle de société sobre, ou si elles resteront obsolètes face aux logiques dominantes du marché. C'est précisément cette tension qu'il convient désormais d'interroger.

## Un laboratoire du travail de demain ?

Les métiers de la transition écologique apparaissent comme de véritables laboratoires. On y expérimente d'autres rapports au temps (ralentissement, saisonnalité), d'autres formes de valeur (non-exclusivement marchandes), d'autres modes d'organisation (coopération, horizontalité). Au-delà de ces expérimentations, un enjeu central réside dans la construction d'un **sens commun partagé**, issu des pratiques mêmes de ces métiers. Ce sens ne se décrète pas, il se fabrique dans l'expérience, au croisement des engagements individuels et des dynamiques collectives.

L'approche vers la recherche d'un sens commun autour de ces métiers reste une question ouverte. Les pratiques évoquées ici sont nombreuses, diversifiées et réparties entre plusieurs secteurs, tant formels qu'informels.

Historiquement, une forme d'antinomie a souvent opposé écologie et travail, comme si les exigences environnementales entraient nécessairement en contradiction avec l'activité économique et productive. Déconstruire cette culture demeure complexe.

Pourtant, malgré leur diversité, ces métiers partagent un horizon commun : participer, chacun à leur manière, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la transformation des modes de production, de coopération et de vie. C'est peut-être dans cette orientation commune que pourrait progressivement se construire un véritable champ de la transition socio-écologique, articulant à la fois redirection climatique et redirection sociale par le travail.

Dans cette perspective, ces métiers de la création et de la coopération peuvent être envisagées comme des espaces où les pratiques transforment à la fois le monde et celles et ceux qui les portent. Engager pleinement la transition socio-écologique supposerait alors de développer des démarches de recherche-action, capables de relier observation de savoirs et valorisation des pratiques. Il s'agirait de co-construire des objectifs capables d'ouvrir un **nouveau paradigme du travail et du vivant**, à la fois formidables au sens philosophique, éthique, durable et porteur d'une responsabilité élargie pour le respect de l'écosystème.

Dans cette lignée et à partir d'expériences de recherche-action menées dans les quartiers populaires, les travaux de Pascal Nicolas-Le-Strat[10] montrent comment la production de savoirs peut s'ancrer dans des dynamiques collectives situées et contextualisées, impliquant directement les habitant·es et les acteur·rices de terrain.

10 Pascal NICOLAS-LE STRAT, *Faire recherche en commun*, Éditions du commun, 2018

À travers des projets de réemploi et de co-construction d'espaces publics, comme l'initiative « En Rue » développée dans certains quartiers de Dunkerque, la recherche devient un outil permettant d'articuler écologie, usages du territoire et pouvoir d'agir collectif.

Habitant·es, chercheur·ses, artisan·es et travailleur·ses sociaux·ales y expérimentent ensemble des formes concrètes de transformation des milieux de vie à partir de matériaux de récupération, de savoirs-faire locaux et d'une attention portée aux besoins quotidiens. Ces démarches permettent de faire émerger des formes d'intelligence collective attentives aux usages, aux vulnérabilités et aux ressources locales. Elles ouvrent ainsi des pistes concrètes pour penser les possibles d'une redirection vers une transition socio-écologique, non pas imposée d'en haut, mais construite à partir des pratiques et des réalités vécues.

Les travaux récents d'Alexandre Monnin[11] sur la « redirection écologique » invitent à penser des bifurcations plus radicales des modes de production et d'organisation sociale. La redirection écologique ne consiste pas uniquement à rendre les activités existantes plus « vertes » ou plus efficaces, mais à interroger collectivement ce qui doit être maintenu, transformé, ralenti ou parfois abandonné au regard des limites écologiques.

A titre d'exemple, plutôt que de chercher uniquement à « verdir » l'industrie automobile par l'électrification, cette approche conduit à repenser les usages de la voiture dans nos modes et styles de vies, le développement des transports collectifs, des mobilités douces ou encore la relocalisation de certaines activités.

Comme dit plus haut, une telle transformation suppose toutefois de **disposer de cadres collectifs et fédérateurs solides**. Sans ces cadres collectifs, les pratiques de transition risquent de rester fragmentées, précaires ou récupérées par des logiques de marché incompatibles avec les objectifs socio-écologiques. Ces expérimentations restent toutefois fragiles.

Dès lors, une autre question demeure : ces métiers constituent-ils une véritable alternative ou une adaptation du système existant ?

## Une transformation sensible nécessaire

Les métiers de la transition écologique révèlent une tension centrale : entre aspiration à un travail porteur de sens et la fragilité des conditions d'exercice. A travers eux se jouent une transformation sensible, au sens où elle touche à la fois aux manières de produire, de consommer, de coopérer, d'habiter les territoires, de percevoir le vivant et de donner une valeur au travail, à l'emploi et à l'offre de formation dans un contexte local et mondial depuis la fin des trente glorieuses.

11 Alexandre MONNIN, *Politiser le renoncement*, Divergences, 2023

**Le potentiel transformateur de ces nouveaux métiers est réel**. Cependant, ils sont conditionnés à plusieurs enjeux : reconnaissance politique, sectorisation du champ, sécurisation et protection des parcours, renforcement des dynamiques individuelles et collectives, ou encore des enjeux de santé et de créativité. La transition socio-écologique transformera-t-elle durablement le travail et l'emploi sans reproduire les logiques polluantes du système actuel ?

Ce champ dont il a été question dans cette analyse lance une proposition. Celle d'envisager une participation aux développements des vocations utiles à notre société via une reconnaissance formelle de ces métiers. Encore faut-il leur donner les moyens politiques, économiques, sociaux, scientifiques et culturels d'advenir collectivement.

Dans cette perspective, approfondir la recherche sur ces métiers, leurs pratiques et leurs formes d'organisation, apparaît désormais comme un enjeu essentiel pour mieux comprendre les transformations du travail à l'ère des bouleversements sociaux et climatiques.

Une transition socio-écologique engagerait-elle les futurs acteur·rices à s'écologiser et à réaliser à l'école et au travail ce qui est au cœur de leurs résiliences ?

Yasmine el Oujani
Juin 2026

# SOURCES ET RESSOURCES


Note de vision du Service de la Participation en Région bruxelloise, *La participation en Région bruxelloise : enjeux, constats et déploiement*, 2022

Denis BLOT, Sébastien LEHEMBRE et Julie LÉONARD, « Quand les fleurs sont des déchets. Anthropologie, projets d'aménagement et attribution des objets », in *Journal des anthropologues*, Dites-le avec des fleurs, 2012, 128-129(1), pp. 17-36

Dominique BOURG, *Pour une démocratie écologique*, Seuil, 2010

Jean-Baptiste COMBY, *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Raisons d'agir, 2015

Yasmine EL OUJANI, *La formation à la transition écologique. Une question de valeur ?*, mémoire en master du travail, ULB, 2019

Pascal NICOLAS-LE STRAT, *Faire recherche en commun*, Éditions du commun, 2018

Dominique MÉDA, *Le travail. Une valeur en voie de disparition ?*, Flammarion, 2010

Alexandre MONNIN, *Héritage et fermeture. Une écologie du démantèlement*, Divergences, 2021

Alexandre MONNIN, *Politiser le renoncement*, Divergences, 2023

Corinne PELUCHON, *Les nourritures. Philosophie du corps politique*, Seuil, 2015

Magali REGHEZZA-ZITT, *Bienvenue en 2055. Dans un monde neutre en carbone*, Seuil, 2026

Lucie SAUVÉ et al. (dir), *Éducation, environnement et développement durable : vers une critique écocitoyenne*, Presses de l'Université Laval (PUL), 2011

Richard SENNETT, *Ce que sait la main : La culture de l'artisanat*, Albin Michel, 2010

## À propos de l'APMC

L'Association Professionnelle des Métiers de la Création (APMC) est une asbl historiquement liée au projet Smart.

Sa mission est de publier et diffuser des analyses, organiser des ateliers, débats et tables rondes dans une perspective d'éducation permanente. Elle est reconnue et subsidiée par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour atteindre ces objectifs.

Parmi les thématiques: les politiques de l'emploi, l'économie sociale, les politiques culturelles, la sécurité sociale, la défense des travailleur·ses autonomes…

**smartbe.be/fr/publications**

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Publié sous licence Creative Commons – APMC Smart.
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

E.R./V.U.: Anne-Laure Desgris, Sylvie Marique - Smart - Rue Coenraetsstraat 72 - 1060 Bruxelles—Brussel

Smart | APMC